

Clameur de la Terre, clameur des pauvres... Une voie personnaliste pour une politique solidaire de transition écologique

L'action politique pour lutter contre le dérèglement climatique, et protéger la planète, engager une transition écologique, marque aujourd'hui le pas. Alors que le projet d'une coopération internationale est bouleversé par le chaos géopolitique, les technologies numériques, un capitalisme ivre de puissance, une contre-révolution culturelle portée par un libéralisme prédateur se déploie au cœur même de notre société. Elle porte une vision en contradiction avec nos valeurs humanistes. Faute d'un contrat écologique et social, la marginalisation d'une partie de nos concitoyens déstabilise la démocratie : redire notre fraternité commune est un préalable.

Comment tirer parti du Personnalisme pour répondre aux reculs politiques observés en France et en Europe, malgré une réelle prise de conscience de l'urgence climatique ?

Tout se passe comme si les acteurs politiques n'étaient plus capables de transformer en action et perspective communes la conscience de notre interdépendance sociale et environnementale. Et pourtant cette conscience est bien là, diffuse, croissante, mais n'est plus assez portée politiquement, ni dans d'autres lieux essentiels de la vie commune, comme le monde du travail et les entreprises. Cette crise de l'agir ensemble affecte la démocratie dont l'objet même est d'accomplir l'espoir et les aspirations communes. Elle trouve sa racine dans un mode de conduite de la vie publique détaché des fondements anthropologiques à la base de nos institutions : la vie publique est de plus en plus focalisée sur l'utilitarisme de court terme et le « comment » et de moins en moins nourrie par le « pour quoi ».

Face à ce défi majeur de notre humanité, face à l'autoritarisme grandissant, il faut non seulement penser les causes profondes de ces reculs mais trouver les sources d'une espérance. Notre conviction est que le personnalisme demeure aujourd'hui une ressource fraternelle, intellectuelle et spirituelle toujours actuelle !

Fonder à la fois une existence personnelle, singulière, riche de toutes les dimensions qui composent l'humain et la possibilité de son épanouissement dans un destin commun, est précisément l'objet de la philosophie personnaliste.

En quoi consiste cette inspiration ?

Cette inspiration affirme le caractère irréductible de la personne humaine

- Elle consiste en une vision de la société qui met l'accent sur la cohérence et la qualité des relations entre les personnes, entre ces personnes et le vivant dont elles font partie, entre l'humanité et la nature, distinctes et pourtant interdépendantes, et entre les générations. Cette vision réconcilie accomplissement personnel et participation à la promotion des « communs ». Elle renouvelle les solidarités institutionnelles. Elle est cependant exigeante et implique engagement, responsabilité ; elle suppose une dimension spirituelle.

- Elle se traduit concrètement dans une manière de prendre soin du monde commun, de conduire l'action collective, celle des collectivités locales, de l'Etat, des institutions internationales mais

aussi du monde du travail et de la vie sociale. Ce qui peut s'exprimer en quelques principes reliés entre eux : clarté, subsidiarité, participation, esprit de solidarité.

- ✓ La **clarté**, pour que les acteurs de la société puissent comprendre en quoi les mesures ou les incitations ou les investissements qu'il est demandé de réaliser contribuent effectivement aux finalités recherchées.
- ✓ La **subsidiarité**, clef de voûte du Personnalisme : seuls le cadre ou les principes généraux qui en assurent une cohérence d'ensemble doivent être contraignants, laissant une grande place à la société civile.
- ✓ La **participation**, qui passe par un engagement personnel, mais implique que les politiques publiques, fondées sur des contrats, s'attachent à donner toute leur place à la parole des personnes concernées.
- ✓ La **solidarité**. Partout où des mesures contraignantes de caractère général sont nécessaires, par exemple en matière de taxation ou de planification du territoire, le mot d'ordre devra être celui de la justice pour que chacun contribue à la mesure de ses possibilités.

Le personnalisme, parce qu'il pense la personne dans son lien à une communauté, nous invite à prendre soin à travers l'environnement des conditions de sa survie. Le personnalisme est un guide pour bâtir une justice sociale et écologique.

Comment créer les conditions pour que des initiatives montent en puissance ?

Il s'agit de reconnaître nos interdépendances. C'est là que la valeur du partage, nourri par ses racines spirituelles, prend toute son importance. Quelques pistes nous sont suggérées par des initiatives créatrices et imaginatives. Elles mettent sur la voie d'une conversion des regards et des comportements. Des initiatives enracinées dans nos territoires et ouvertes sur la planète, des innovations publiques et entrepreneuriales, des vies épanouies dans le partage donnent dès aujourd'hui le goût du monde d'après. Un monde dans lequel l'attention à la personne sera à la base de toutes les décisions. La transition social-écologique peut devenir avant tout une épopée humaniste.

- Des initiatives, qui renouvellent la portée et la qualité de nos services publics, qui les rendent accessibles à tous. La déshumanisation, du fait de la numérisation de l'ensemble des démarches, ne permet plus l'attention portée à certaines situations. Les services publics, comme le service postal ou les services de transports publics, se réinventent en lien avec les collectivités.
- Des initiatives pour sauvegarder les ressources naturelles. Alors que les biens de la Terre sont destinés à tous et toutes, les dynamiques d'accaparement des sols, en France comme dans de nombreux pays du Sud, aggravent les inégalités. La planification des sols et leur partage est un des leviers majeurs d'un équilibre social et écologique.
- Des initiatives qui répondent, dans l'entreprise, au besoin de donner un travail décent et ayant un sens ordonné à la réalisation de biens et de services durables, utiles à la société, ayant un impact écologique et social. Développer la responsabilité sociale des entreprises, l'économie sociale et solidaire, revaloriser le travail en donnant plus de pouvoir aux salariés, développer l'évaluation de l'impact économique et social,

permettent d'aller dans le sens de décisions plus sociales et plus durables. C'est aussi à l'échelle internationale le sens du devoir de vigilance défendu par des textes français et européens, pour préserver les droits humains fondamentaux dans les chaînes de production mondialisées. Cette directive comme l'ensemble du pacte vert sont aujourd'hui dramatiquement remis en cause au sein de l'Union, privant ainsi l'Europe de sa puissance normative. C'est pourtant à ce niveau européen que le devoir de vigilance trouve tout son sens.

- Des initiatives qui favorisent le lien entre démocratie, écologie et la participation en mettant au cœur de leur fonctionnement la contribution des plus modestes. Prendre en compte les conditions de vie des plus précaires, et chercher, avec eux et à partir de ce qu'ils inventent eux-mêmes, à améliorer les conditions de vie de tous, contribue à renforcer la justice sociale. Faire de l'adaptation au changement climatique, un enjeu démocratique avec une réelle délibération commune, avec par exemple des conventions citoyennes locales et concrètes, permettant à toute personne de s'exprimer, est primordial. Les enjeux de l'énergie, de l'eau potable et de la biodiversité ne doivent pas devenir des objets de fracture sociale. Portés avec chaque citoyen et surtout les plus précaires, ils peuvent être des combats partagés.
- Les expériences innovantes en matière d'épargne et de financement solidaire ont vocation à devenir une nouvelle norme qui oriente la puissance financière vers la transition écologique et sociale.

Comment connecter les innovations pour en faire un horizon de changement ?

Nous savons que le marché seul ne permet pas d'apporter les réponses aux enjeux actuels. Dans ce contexte, la puissance publique doit retrouver toute sa capacité de régulation et de planification. Elle doit pour cela se décroiser et articuler les différentes échelles territoriales et nationales. Il s'agit peut-être surtout de la rendre capable de mobiliser et d'orienter les énergies éparses du monde de l'entreprise, des territoires et de l'ensemble de la société civile, afin qu'elle contribue au bien commun.

Comme nous l'enseigne le personnalisme, c'est bien un partage équitable des rôles à jouer dans les prises de décisions face à la crise en cours qui nous permettra de sortir de celle-ci. Et en premier lieu l'écoute des personnes concernées.

Les citoyens sont des acteurs de changement et leurs actions peuvent provoquer des changements institutionnels. Par leur engagement, par les valeurs de solidarité et de fraternité qui les animent, ils rendent possibles ou exigent des changements ou des innovations dans les politiques publiques, les politiques économiques ou sociales. Par leur action et les résultats qu'ils peuvent obtenir, ils ouvrent la voie à une société plus juste et plus fraternelle.

Cette déclaration est une invitation à l'action

La déclaration, rédigée après l'Université Populaire « Social-Ecologie, une Epopée humaniste » organisée par Esprit Civique en octobre 2025, ambitionne de rassembler les dynamiques portées par les racines personnalistes. Elle invite à un engagement radical pour intégrer combat écologique et justice sociale. Elle contribue à rendre ces initiatives contagieuses, inspirantes au-delà des circonstances particulières de leur avènement, aux différentes échelles du territoire, de la Nation et de l'Europe. Elle propose des bases incitatives et ambitieuses pour le nécessaire cadre politique, et ses conséquences fiscales et budgétaires.

Esprit Civique – novembre 2025